

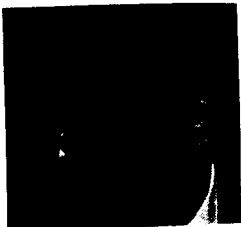
Guerre de succession au Prds

Au Parti Républicain Démocratique et Social (PRDS), jamais période n'a été aussi trouble que celle qui a consacré l'après 3 août 2005, au terme de l'arrivée au pouvoir de la junte militaire. Passés les moments d'affolement, l'heure est à la réflexion. Le Bureau exécutif du parti - ou ce qui en reste - devant parer au plus pressé, de crainte de précipiter la formation dans la décrépitude, a convoqué une série de réunions. Après plusieurs propositions, l'unanimité s'est dégagée sur la nécessité de maintenir le parti, eu égard à l'héritage légué par Ould Taya après 13 ans de démocratie.

Forts des promesses du Conseil militaire portant sur l'organisation future d'élections libres, les responsables du parti décident de maintenir la tenue de leur prochain congrès en octobre 2005. Le temps pour eux de revoir les mécanismes structurels de leur formation et place sera faite au choix du futur président. Nombreux restent cependant ceux qui ont revendiqué le recours aux résultats des dernières opérations d'implantation. Celles-ci reflètent pour eux, le rapport des forces en présence. Ayant toutes été peu ou prou truquées, les implantations ont toujours eu de particulier, qu'au bout du compte, les chiffres consacrant le recensement des militants étaient chimériques.

Les candidats à la succession de Ould Taya ne sont pas légions, même si plusieurs pontes remplissent les critères pour une telle cooptation : être du sérail, être consensuel, détenir une base.

Premier postulant, le SG Boullah Ould Mogueya.



Parachuté à la faveur du premier congrès de l'après 8 juin 2003, de son poste d'ambassadeur de Mauritanie au Caire à la fonction de SG du parti, Boullah Ould Mogueya n'aura jamais pu déceler la situation inextricable du parti tissée par son prédécesseur, le Dr Louleïd Ould Weddad. Ayant conçu et accompagné la formation politique dans sa gestation, Ould Mogueya ne se retrouvera jamais, dix ans plus tard, dans un milieu borné par la suspicion, le mensonge, la laudation et les règlements de compte. En bon S.G., il rapportait à son chef, tout ce qui se produisait dans le pays, introduisant le cas échéant, des BR contre ceux qui étaient subitement ciblés par le pouvoir. Une «faute» que plusieurs leaders ne lui pardonnent pas aujourd'hui ! A cause de lui, des militants du Prds ont été roulés dans la farine

et emprisonnés avant d'être remis en liberté, sans raison. D'autres, en disgrâce, ont préféré l'exil. Ses tentatives de moderniser sa formation et la rendre plus accessible sont restées vaines; Boullah «ne passe pas, particulièrement parce qu'il se veut trop autocrate», entend-on dire. En outre, certains leaders, tels les sénateurs Ould Bouna Moctar et Sidi Ould Dahi, n'ont pas apprécié la rapide volte face opérée en soutien au CMJD deux jours après qu'il ait refusé de reconnaître le coup d'État militaire.

Second prétendant, Rachid Ould Saleh.

Le défunt président de l'Assemblée nationale et compagnon invétéré de Ould Taya, dispose d'atouts favorables : il est l'une des rares personnes qui continue d'afficher ses préférences à son ancien mentor, et jouit des rapports de forces présentes. Mais, ni cette expression de fidélité, ni ses capacités de manoeuvres ne devraient suffire à cet «animal politique» formé dans la moule de Ould Taya. Ressortissant du Hodh, Rachid Ould Saleh n'est pas très apprécié, pour le rôle qu'il a joué dans l'histoire récente de la Mauritanie en tant que leader nassériste. Ses proches ne lui pardonnent pas son engagement aveugle aux côtés de Ould Taya, alors que ce dernier entretenait sa chasse aux sorcières contre les Oulad Nassser (tribu dont il est issu), après le coup d'État du 8 juin 2003. Pour les nostalgiques de Ould Taya, Rachid demeure le candidat idéal.

Autre prétendant,

Hamada Ould Meïmou.

Originaire lui aussi de la région du



Hodh, l'homme bénéficie d'une importante aura dans les structures du parti. Seulement, pour beaucoup d'observateurs, ses capacités de nuisance l'emporteraient sur ses dispositions de bâtisseur. Fédéral du Prds à Nouakchott, puis Directeur de la

Caisse Nationale de Sécurité Sociale avant d'être parachuté au Commissariat à la lutte contre la pauvreté, Ould Meïmou a toujours été l'une des plus importantes sources de revenus du parti. Connue pour ses propensions à «dépenser sans compter», il ne serait pas iniqué à l'heure où sa formation ne dispose plus des caisses de l'État comme sources de financement occultes.

Parmi les personnalités qui font figure d'outsiders, l'ancien ministre de l'Intérieur Lemrabott Sidi Mahmoud et Boidiel Ould Houmeit notable du Trarza.

Si le premier est quelque peu handicapé par la présence dans l'actuel



gouvernement de cinq ressortissants du Hodh, le second est craint pour son tempérament. Secrétaire Exécutif du parti chargé du Trarza, Lemrabott qui a effectué de nombreux séjours au ministère de l'Intérieur, s'est bâti des forces au niveau des structures de base du parti. Reste à convaincre le Tagant, Dakhlet Nouadhibou et l'Adrar qui ne voient pas d'un bon oeil sa cooptation.

La popularité de Boidiel Ould Houmeit est quant à lui manifeste au Trarza, à Nouakchott et à



Nouadhibou.

Néanmoins, des pesanteurs subsistent dans le sérail qui font que sa désignation à la tête du parti, reste

très peu probable.

Depuis le début de la présente semaine, une nouvelle donne prend forme : les forces en présence se sont redéployées autour de personnes charismatiques. Deux camps antagonistes s'affrontent dorénavant, l'un autour de Boullah Ould Mogueya et l'autre en appui à Lemrabott Sidi Mahmoud. Boullah s'est fédéré les suffrages de Rachid Ould Saleh, Dieng Boubou Farba et Hamada Ould Meïmou alors que Lemrabott Sidi Mahmoud bénéficie de l'appui de Boidiel et Cheikh Sid' Ahmed Ould Baba. De nombreux leaders se sont mis hors jeu, persuadés que cette bataille est nécessairement préjudiciable à la refonte du parti. A deux mois des suffrages, il est encore difficile de trouver le candidat qui ferait l'unanimité. Encore faut-il que d'ici octobre, le parti résiste à l'implosion...

Amar Ould Béja